



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 02 AVRIL 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 25 mars 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Mardi 02 avril 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, , Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Denis COLLET,
Umus PERRONE,
Eric TRINQUET
Bertrand BONNAMOUR arrivé à 19h30

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Il est exposé au Conseil Municipal que la société MANIJE est propriétaire d'une parcelle de terrain de 1.534 m² située rue du Docteur Grézel à NANTUA et cadastrée section AC n°129.

La parcelle précitée est située en zone U4n (zone urbaine à vocation principale d'habitat) du PLUiH de Haut Bugey Agglomération approuvé le 19 décembre 2019 ; elle est également grevée d'un emplacement réservé n°84 au bénéfice de la Commune et affecté à l'aménagement d'un espace de stationnement.

Par une lettre en date du 20 février 2023 adressée en application de l'article L. 152-2 du code de l'urbanisme à la Commune de NANTUA, la société MANIJE a, par l'intermédiaire de son avocat, mis en œuvre le droit de délaissement qui lui est ouvert du fait du classement en emplacement réservé.

Il était alors évoqué un prix de 138.000 €, soit 90 € le m².

La commune de NANTUA a répondu par une lettre officielle de son avocat en date du 21 novembre 2023 qu'elle était disposée à acquérir le terrain de la société MANIJE, mais a fait valoir que le prix de 138.000 ne correspondait pas à la valeur réelle du ténement, lequel doit être valorisé à hauteur de 55.000 €.

Le 13 décembre 2023, l'avocat de la société MANIJE a informé officiellement celui de la commune de NANTUA que le terrain pouvait être valorisé à hauteur de 95.000 € ; il demandait donc si un accord amiable pouvait intervenir sur ce montant.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Par lettre officielle en date du 29 janvier 2023, l'avocat de la commune de NANTUA a toutefois répondu que le montant de 95.000 € ne correspondait pas à la valeur rés.

Envoyé en préfecture le 09/04/2024
Reçu en préfecture le 09/04/2024
Publié le
ID : 001-210102695-20240402-DR202415-DE

Aucun accord amiable n'est donc intervenu dans le délai d'un an suivant la mise en demeure de la société MANIJE du 20 février 2023.

Aussi, et sur le fondement de l'article L. 230-3 du code de l'urbanisme, la Commune de NANTUA est désormais fondée à recourir à la procédure d'expropriation et à saisir Monsieur le Juge de l'expropriation afin qu'il :

- D'une part, prononce le transfert de propriété à son bénéfice de la parcelle cadastrée section AC n°129 ayant fait l'objet de la mise en demeure précitée ;
- D'autre part, fixe le prix de cette parcelle.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré de bien vouloir :

- **APPROUVE** le recours à la procédure d'expropriation pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AC n°129.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à saisir Monsieur le Juge de l'expropriation afin :
 - D'une part, qu'il prononce le transfert de propriété, au bénéfice de la commune de Nantua, de la parcelle cadastrée section AC n°129 ayant fait l'objet de la mise en demeure précitée ;
 - D'autre part, fixe le prix de cette parcelle.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les actes à intervenir dans le cadre de ce dossier

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.